



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

02 juillet 2014

Il faut boycotter leur « Conférence Sociale » !

Hollande et Valls convoquent les syndicats les 7 et 8 juillet à leur 3^{ème} « conférence sociale ». L'objectif est clair : fixer avec le MEDEF et le gouvernement une nouvelle aggravation des reculs sociaux à imposer aux travailleurs et au peuple pour permettre aux multinationales capitalistes d'accroître encore plus rapidement leurs profits.

Le MEDEF fait monter les enchères à la veille de cette conférence, il est entendu par le gouvernement socialiste.

Les Syndicats doivent refuser d'assister à cette conférence. Ils doivent refuser d'aller livrer les salariés au gouvernement et au patronat.

Dans une interview au journal financier « Les Echos » Valls annonce la couleur, tout pour l'entreprise capitaliste :

« On critique beaucoup trop l'entreprise, sans entreprise pas de création de richesse ». Il veut continuer de baisser le « coût du travail ». Il annonce 6,5 milliards supplémentaires de réductions d'impôts aux entreprises en 2015, 8 milliards de plus en 2016 et 5,5 milliards de plus en 2017. A ajouter à l'attribution actuelle de 20 milliards de crédit impôts compétitivité.

Il met en route **50 milliards de réduction des dépenses publiques et sociales.** L'Assemblée Nationale a voté le « budget rectificatif 2014 » qui réduit ces dépenses, la semaine prochaine elle votera la réduction des dépenses de Sécurité sociale et de santé. Valls annonce en plus la mise en route dès cette année de la « réforme territoriale ».

« Jamais dit-il de tels engagements n'ont été pris à ce niveau ! ». Pourtant, déjà chaque année les grandes entreprises bénéficient de 230 milliards de dégrèvements de cotisations sociales et de cadeaux fiscaux !

Il annonce une accélération de la casse du code du travail : « Je vais leur demander d'engager des discussion sur les simplifications du

code du travail, avec la volonté de rendre les fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace ».

Valls est clair, il a besoin de cette conférence sociale pour faire avaliser les exigences du MEDEF : « Sans l'accord des partenaires sociaux, le pacte de responsabilité n'aurait pas pu voir le jour », ajoute-t-il. **La CFDT et la CFTC qui ont signé ce pacte ont permis au gouvernement socialiste et au MEDEF de l'imposer.**

Patronat et gouvernement en veulent toujours plus : 49 milliards distribués aux actionnaires en 2013, 80 milliards de « niches fiscales » détournés par les plus riches, 257 milliards d'euros pour les 100 plus grosses fortunes de France (+ 10% en 2013) détenus par les possédants des entreprises du CAC40. Ce n'est pas encore assez !

Pendant ce temps la pauvreté augmente. L'INSEE annonce plus de 8,7 millions de personnes en France vivent avec moins de 878 euros mensuels. Les pauvres sont de plus en plus nombreux en France y compris chez les salariés qui ont un emploi

Une attaque de cette envergure, doit rencontrer l'opposition résolue de l'ensemble des centrales syndicales. La défense des salariés l'exige.

NON à cette conférence sociale !